

Le 12 décembre 2016

SUJET: Procédures et modalités applicables à la nomination du Président du FIDA

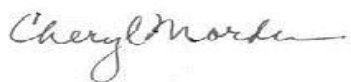
Madame/Monsieur le Gouverneur

Il est fait référence à la Note d'information révisée sur les procédures et modalités applicables à la nomination du Président du FIDA, mise en ligne le 26 août 2016. Veuillez noter que la note d'information a été mise à jour afin de prendre en compte en particulier la date de la Communication du Président du FIDA relative aux candidatures reçues, qui a été fixée au 14 décembre; ainsi que les dates définitives de la réunion des États membres avec les candidats à la présidence, qui se tiendra sur deux jours, les 19 et 20 janvier 2017.

J'ai le plaisir de vous confirmer que la note d'information révisée a été mise en ligne aujourd'hui et est disponible sur la plateforme interactive réservée aux États membres du FIDA à l'adresse <https://webapps.ifad.org/members/gc>.

Pour toute question à ce sujet, vous pouvez vous adresser à mon bureau au numéro de téléphone suivant +39 06 5459 2974 ou par courriel à l'adresse ci-après: elections2017@ifad.org.

Veillez agréer, Madame/Monsieur le Gouverneur, les assurances de ma très haute considération.



Cheryl Morden
Secrétaire du FIDA a.i.

Note d'information sur les procédures et modalités applicables à la nomination du Président du FIDA

I. Informations générales

1. En vertu de l'article 6.8 a) de l'Accord portant création du FIDA (l'Accord), le Président du FIDA "est nommé pour une durée de quatre ans et son mandat ne peut être renouvelé qu'une fois". L'actuel Président du FIDA, M. Kanayo F. Nwanze, a été nommé à la trente-deuxième session du Conseil des gouverneurs, le 18 février 2009, et son mandat a été renouvelé pour une seconde période de quatre ans à la trente-sixième session du Conseil des gouverneurs, le 13 février 2013. Son second et dernier mandat vient à expiration le 31 mars 2017.
2. Conformément à la section 6.2 du Règlement pour la conduite des affaires du FIDA (ci-après, "le Règlement"), lorsque le mandat du Président vient à expiration, la nomination d'un nouveau Président figure à l'ordre du jour de la session annuelle du Conseil des gouverneurs qui précède immédiatement la date d'expiration dudit mandat. Par conséquent, le Conseil des gouverneurs examinera la question de la nomination du Président du FIDA à sa quarantième session, qui se tiendra les 14 et 15 février 2017.

II. Procédure de présentation de candidatures

3. Conformément aux textes juridiques fondamentaux du FIDA ainsi qu'aux bonnes pratiques applicables au processus de nomination du Président du FIDA¹, le calendrier ci-après – qui a été approuvé par le Bureau du Conseil des gouverneurs – précise les activités relatives à la procédure de présentation de candidatures à suivre avant que la question de la nomination du Président du FIDA ne soit examinée par le Conseil des gouverneurs à sa quarantième session, en février 2017:
 - a) Appel à présentation de candidats. Le 27 septembre 2016, le Secrétaire du FIDA invitera tous les États membres à désigner des candidats, une fois que le Conseil d'administration aura approuvé, le 22 septembre 2016, l'ordre du jour de la quarantième session du Conseil des gouverneurs, parmi les points duquel figure la nomination du Président. Pour la première fois, l'appel à présentation de candidats sera accompagné d'une liste de questions auxquelles les candidats à la présidence du FIDA seront invités à répondre par écrit. Ces questions ont été préparées par les Coordonnateurs de liste, et revues par le Bureau du Conseil des gouverneurs.
 - b) Réception des candidatures. Conformément à la section 6.2 du Règlement, et en accord avec le Bureau du Conseil des gouverneurs, toutes les candidatures à la présidence du FIDA doivent être soumises au plus tard 60 jours avant l'ouverture de la session où il sera décidé de la nomination du Président. Le délai de réception des candidatures expirera donc le jeudi 1^{er} décembre 2016.
 - c) Communication des candidatures. Conformément à la section 6.2 du Règlement, au plus tard 40 jours avant la session du Conseil, soit le 14 décembre 2016, le Président fait connaître à tous les Membres et au Bureau les candidatures soumises dans les délais voulus².

¹ GC/36/L.5. Les bonnes pratiques applicables au processus de nomination du Président du FIDA ont été codifiées et entérinées par le Conseil des gouverneurs en 2013 dans la résolution 176/XXXVI.

² Les candidatures communiquées contiendront, pour chaque candidat, les lettres de candidature et les curriculum vitae soumis par les gouvernements des États membres du FIDA, ainsi que toute réponse écrite aux questions.

- d) Réunion avec les États membres. Conformément à la pratique introduite en 2008, puis mise en œuvre et codifiée en 2013, une réunion des candidats ouverte à tous les États membres se tiendra avant le Conseil des gouverneurs de 2017. À cette fin, les Coordonnateurs des trois listes, au nom de tous les États membres et en consultation avec le Bureau du Conseil des gouverneurs, inviteront les candidats à la présidence du FIDA à une réunion avec les États membres du FIDA, les 19 et 20 janvier 2017.

III. Procédure de nomination

4. La présente section expose les dispositions et les modalités relatives à la procédure de nomination. Il est possible que les discussions actuellement en cours entre les États membres donnent lieu à de nouvelles initiatives qui ne figurent pas dans la présente note.
5. Référence statutaire. L'article 41.1 du Règlement intérieur du Conseil des gouverneurs dispose que la nomination du Président du FIDA est examinée au cours d'une séance privée du Conseil des gouverneurs. Le vote s'effectue conformément aux dispositions de l'article 38.1, qui stipule que:
- "Sauf disposition contraire relative aux élections effectuées en application de l'article 40, toutes les élections se font au scrutin secret, à moins que le Conseil des gouverneurs n'en décide autrement à l'occasion d'une élection où le nombre des candidats n'est pas supérieur au nombre de postes à pourvoir."
6. Procédure de nomination
- a) Les informations sur les droits de vote des États membres du FIDA, y compris la répartition des voix actualisée, seront communiquées le matin du premier jour de la quarantième session du Conseil des gouverneurs (mardi 14 février 2017³). À cet égard, et afin de faciliter l'établissement des procédures de nomination en temps utile, les États membres sont invités à verser leurs contributions, sur la base desquelles seront réparties les voix de reconstitution, au plus tard le vendredi 10 février 2017 à 17 heures (heure de Rome).
- b) Au moment adéquat au cours de la session du Conseil des gouverneurs, le président du Conseil des gouverneurs (le président) convoquera une séance privée (comme indiqué au paragraphe 5 ci-dessus), et invitera les personnes habilitées à émettre le vote de leur État à se diriger vers la salle de conférences Italie.
- c) Le président indiquera les procédures spécifiques à suivre. Les Membres du FIDA seront appelés par le Secrétaire du FIDA dans l'ordre alphabétique anglais de leurs noms. Le Gouverneur, ou toute autre personne représentant le Membre appelé à voter, se rendra ensuite à une table désignée dans la salle de conférence Italie, où il recevra une enveloppe contenant un ou plusieurs bulletins indiquant chacun un nombre spécifique de voix. Le nombre total de voix spécifié sur les bulletins reçus sera égal au nombre de voix dont dispose l'État membre. Le nombre total de voix sera également mentionné sur l'enveloppe. Il est essentiel que chaque représentant vérifie immédiatement les bulletins qu'il reçoit et en accuse réception par sa signature. Si le nombre total des voix indiquées sur les bulletins ne correspond pas à celui qui figure sur l'enveloppe, le représentant de l'État membre devra le signaler sans attendre aux fonctionnaires compétents, avant de signer.

³ Le mode de calcul des droits de vote des États membres est expliqué à l'annexe III ci-jointe.

- d) Après avoir signé la réception de ses bulletins de vote, le représentant du Membre sera orienté vers les isolements, également situés dans la salle de conférence Italie, qui seront installés de manière à garantir la totale confidentialité du vote. La personne exprimant le vote du Membre qu'elle représente inscrira le nom de son candidat dans l'espace prévu à cet effet sur le bulletin (voir le modèle ci-joint à l'annexe IV). Les votants doivent voter en faveur d'une seule personne⁴. Ils iront ensuite déposer leur bulletin dans l'urne.
- e) Afin d'assurer le déroulement harmonieux et efficace du scrutin, les Gouverneurs et les personnes exprimant le vote du Membre qu'elles représentent sont invités à être présentes dans la salle plénière avant que le président ne convoque une séance privée. De même, ils sont priés de se trouver dans la salle ou à proximité après avoir voté, de manière à être présents lorsque le président reprendra la parole pour annoncer les résultats du vote. Le Conseil des gouverneurs restera officiellement réuni en séance plénière pendant toute la durée du vote.
- f) Le dépouillement des bulletins se déroulera dans une salle spécialement prévue à cet effet. Le dépouillement sera effectué par trois scrutateurs, choisis par le président du Conseil parmi les Gouverneurs de chaque liste. Les trois scrutateurs seront aidés dans leur tâche par des membres du personnel du FIDA, sous la supervision du Secrétaire du FIDA. Une fois le dépouillement terminé, le total des voix obtenues par chaque candidat sera inscrit sur une feuille de comptage signée par chaque scrutateur.
- g) L'annonce des résultats du vote sera faite par le président après la reprise de la séance plénière, et après que la feuille de comptage signée lui ait été remise.
- h) Comme le prévoit l'article 41.2 du Règlement intérieur du Conseil des gouverneurs, si aucun candidat ne reçoit le nombre de voix nécessaire (soit deux tiers du total) au premier tour de scrutin, il sera procédé à un deuxième tour de scrutin auquel ne participera pas le candidat qui a reçu le plus petit nombre de voix.
- i) La procédure décrite ci-dessus sera recommencée jusqu'à ce qu'un candidat reçoive au moins deux tiers du nombre total des voix, ou jusqu'à ce que le Conseil décide d'interrompre l'élection et de prendre une décision à une date ultérieure (article 41.2).

⁴ Article 41.2 du Règlement intérieur du Conseil des gouverneurs (voir annexe I).

EXTRAIT DES DISPOSITIONS DU RÈGLEMENT INTÉRIEUR DU CONSEIL DES GOUVERNEURS RELATIVES AU VOTE ET À L'ÉLECTION DU PRÉSIDENT DU FIDA

Article 26: Quorum

1. Pour chaque réunion du Conseil des gouverneurs, le quorum est constitué par des Gouverneurs disposant de deux tiers du nombre total des voix.
2. ...

Article 33: Droits de vote

1. Chaque Membre dispose du nombre de voix qui lui est attribué selon les modalités exposées dans la section 3a) de l'article 6 de l'Accord et dans les décisions que le Conseil des gouverneurs prend à intervalles appropriés, en conformité avec les dispositions de cette section.
2. Chaque Gouverneur dispose des voix du Membre qu'il représente. En son absence, le suppléant désigné par ce Membre ou, si le titulaire et le suppléant sont tous deux absents, un membre de leur délégation, dispose de ces voix.

Article 34: Majorité requise

1. Les décisions ci-après du Conseil des gouverneurs doivent réunir au moins deux tiers du nombre total des voix:
...
c) nomination ou révocation du mandat du Président du Fonds; ...

Article 35: Modalités en matière de prises de décisions

1. À toute réunion du Conseil des gouverneurs, le Président cherche à dégager un consensus plutôt que de mettre les propositions aux voix. Toutefois, le Conseil prend ses décisions aux voix si un Gouverneur le demande.
2. Les scrutins par appel nominal se font dans l'ordre alphabétique anglais des noms des Membres, en commençant par celui dont le nom aura été tiré au sort par le président du Conseil des gouverneurs. Le nom de chaque Membre est appelé dans tous les appels nominaux et son représentant répond par "oui", "non" ou "abstention". Sauf si le Conseil en décide autrement, le vote de chaque Membre participant à un appel nominal est enregistré.
3. Le scrutin secret se fait en donnant à chaque Gouverneur un ou plusieurs bulletins de vote dont chacun indique un certain nombre de voix, et qui sont distribués de façon telle que: i) les bulletins spécifiant un nombre quelconque de voix ne soient pas distribués à moins de quatre gouverneurs, et ii) le montant total des voix spécifié sur les bulletins remis à chaque Gouverneur soit égal au nombre de voix dont il dispose; chaque Gouverneur a la faculté d'inscrire son vote sur tous les bulletins qui lui sont remis et de les déposer dans l'urne d'où ils seront ensuite extraits pour être dénombrés par les scrutateurs choisis par le Président.

Article 36: Dispositions relatives aux voix

1. Le président annonce l'ouverture du scrutin, après laquelle aucune intervention n'est autorisée jusqu'à ce que les résultats du vote aient été annoncés, à moins qu'il ne s'agisse d'une motion d'ordre relative au déroulement du scrutin.
2. Les gouverneurs peuvent faire de courtes déclarations pour expliquer leur vote, soit avant l'ouverture du scrutin, soit après l'annonce des résultats.

Article 38: Élections

1. Sauf disposition contraire relative aux élections effectuées en application de l'article 40, toutes les élections se font au scrutin secret, à moins que le Conseil des gouverneurs n'en décide autrement à l'occasion d'une élection où le nombre des candidats n'est pas supérieur au nombre de postes à pourvoir.
2. ...

Article 41: Le Président

1. La nomination du Président du FIDA est examinée au cours d'une séance privée du Conseil des gouverneurs et il est procédé à son élection conformément à l'article 38.1.
2. Le Conseil des gouverneurs nomme le Président par au moins deux tiers du nombre total des voix. Au cas où il existe plusieurs candidatures, si aucun candidat ne reçoit le nombre de voix nécessaire au premier tour de scrutin, il sera procédé à un deuxième tour de scrutin auquel ne participera pas le candidat qui a reçu le plus petit nombre de voix. Cette procédure sera recommencée jusqu'à ce qu'un candidat reçoive au moins deux tiers du nombre total des voix, ou jusqu'à ce que le Conseil des gouverneurs décide d'interrompre l'élection et de prendre une décision à une date ultérieure. Tout Gouverneur exerçant le vote du Membre qu'il représente doit voter en faveur d'une seule personne.

Droits de vote des États membres au 4 décembre 2016

Le nombre total de voix au Conseil des gouverneurs est actuellement de 4 961,026. Le tableau ci-dessous indique la répartition des droits de vote au 4 décembre 2016. Comme il est expliqué à l'annexe III, les voix de contribution sont réparties sur la base des contributions⁵ effectivement versées, et il est donc procédé à une nouvelle répartition dès lors que des versements sont effectués par les États membres. Le tableau indiquant les droits de vote qui figure ci-dessous est donc valable au 4 décembre 2016 mais sera révisé en fonction des contributions reçues entre le 4 décembre 2016 et le 14 février 2017, date à laquelle sera déterminée la répartition définitive des droits de vote pour la nomination du Président (voir corps du texte, section III, paragraphe 6 a)).

⁵ Les contributions complémentaires n'autorisent pas les Membres contributeurs à recevoir des voix de contribution.

Droits de vote des États membres du FIDA au 4 décembre 2016

| Pays | Total des voix | % du total des voix |
|--|-----------------------|----------------------------|
| Afghanistan | 12,070 | 0,24% |
| Albanie | 12,092 | 0,24% |
| Algérie | 37,303 | 0,75% |
| Angola | 13,597 | 0,27% |
| Antigua-et-Barbuda | 12,07 | 0,24% |
| Argentine | 19,181 | 0,39% |
| Arménie | 12,096 | 0,24% |
| Autriche | 65,827 | 1,33% |
| Azerbaïdjan | 12,178 | 0,25% |
| Bahamas | 12,07 | 0,24% |
| Bangladesh | 13,822 | 0,28% |
| Barbade | 12,074 | 0,24% |
| Belgique | 66,782 | 1,35% |
| Belize | 12,145 | 0,24% |
| Bénin | 12,224 | 0,25% |
| Bhoutan | 12,15 | 0,24% |
| Bolivie (État plurinational de) | 12,611 | 0,25% |
| Bosnie-Herzégovine | 12,146 | 0,24% |
| Botswana | 12,336 | 0,25% |
| Brésil | 40,916 | 0,82% |
| Burkina Faso | 12,246 | 0,25% |
| Burundi | 12,115 | 0,24% |
| Cabo Verde | 12,087 | 0,24% |
| Cambodge | 12,762 | 0,26% |
| Cameroun | 13,217 | 0,27% |
| Canada | 184,165 | 3,71% |
| République centrafricaine | 12,078 | 0,24% |
| Tchad | 12,22 | 0,25% |
| Chili | 12,383 | 0,25% |
| Chine | 49,929 | 1,01% |
| Colombie | 12,445 | 0,25% |
| Comores | 12,079 | 0,24% |
| Congo | 12,386 | 0,25% |
| Îles Cook | 12,072 | 0,24% |
| Costa Rica | 12,07 | 0,24% |
| Côte d'Ivoire | 12,67 | 0,26% |
| Croatie | 12,07 | 0,24% |
| Cuba | 12,129 | 0,24% |
| Chypre | 12,201 | 0,25% |
| République populaire démocratique de Corée | 12,146 | 0,24% |
| République démocratique du Congo | 12,723 | 0,26% |
| Danemark | 66,504 | 1,34% |
| Djibouti | 12,087 | 0,24% |
| Dominique | 12,09 | 0,24% |
| République dominicaine | 12,101 | 0,24% |
| Équateur | 12,518 | 0,25% |
| Égypte | 20,31 | 0,41% |
| El Salvador | 12,105 | 0,24% |
| Guinée équatoriale | 12,07 | 0,24% |
| Érythrée | 12,096 | 0,24% |
| Estonie | 12,07 | 0,24% |
| Éthiopie | 12,214 | 0,25% |
| Fidji | 12,177 | 0,25% |
| Finlande | 45,398 | 0,92% |
| France | 146,928 | 2,96% |
| Gabon | 13,357 | 0,27% |
| Gambie | 12,132 | 0,24% |
| Géorgie | 12,1 | 0,24% |
| Allemagne | 198,116 | 3,99% |
| Ghana | 12,904 | 0,26% |
| Grèce | 13,564 | 0,27% |
| Grenade | 12,097 | 0,24% |
| Guatemala | 12,571 | 0,25% |
| Guinée | 12,322 | 0,25% |
| Guinée-Bissau | 12,081 | 0,24% |

Droits de vote des États membres du FIDA au 4 décembre 2016

| Pays | Total des voix | % du total des voix |
|---------------------------------------|-----------------------|----------------------------|
| Guyana | 13,207 | 0,27% |
| Haïti | 12,14 | 0,24% |
| Honduras | 12,36 | 0,25% |
| Hongrie | 12,107 | 0,24% |
| Islande | 12,201 | 0,25% |
| Inde | 70,502 | 1,42% |
| Indonésie | 34,358 | 0,69% |
| Iran (République islamique d') | 16,824 | 0,34% |
| Iraq | 31,376 | 0,63% |
| Irlande | 23,645 | 0,48% |
| Israël | 12,241 | 0,25% |
| Italie | 161,385 | 3,25% |
| Jamaïque | 12,187 | 0,25% |
| Japon | 227,434 | 4,58% |
| Jordanie | 12,445 | 0,25% |
| Kazakhstan | 12,098 | 0,24% |
| Kenya | 13,786 | 0,28% |
| Kiribati | 12,087 | 0,24% |
| Koweït | 77,722 | 1,57% |
| Kirghizistan | 12,07 | 0,24% |
| République démocratique populaire lao | 12,259 | 0,25% |
| Liban | 12,247 | 0,25% |
| Lesotho | 12,278 | 0,25% |
| Libéria | 12,15 | 0,24% |
| Libye | 27,856 | 0,56% |
| Luxembourg | 15,747 | 0,32% |
| Madagascar | 12,293 | 0,25% |
| Malawi | 12,113 | 0,24% |
| Malaisie | 12,502 | 0,25% |
| Maldives | 12,138 | 0,24% |
| Mali | 12,334 | 0,25% |
| Malte | 12,091 | 0,24% |
| Îles Marshall | 12,07 | 0,24% |
| Mauritanie | 12,168 | 0,25% |
| Maurice | 12,178 | 0,25% |
| Mexique | 27,041 | 0,55% |
| Micronésie (États fédérés de) | 12,071 | 0,24% |
| Mongolie | 12,076 | 0,24% |
| Monténégro | 12,07 | 0,24% |
| Maroc | 14,753 | 0,30% |
| Mozambique | 12,275 | 0,25% |
| Myanmar | 12,164 | 0,25% |
| Namibie | 12,203 | 0,25% |
| Nauru | 12,07 | 0,24% |
| Népal | 12,241 | 0,25% |
| Pays-Bas | 222,029 | 4,48% |
| Nouvelle-Zélande | 18,034 | 0,36% |
| Nicaragua | 12,235 | 0,25% |
| Niger | 12,291 | 0,25% |
| Nigéria | 57,121 | 1,15% |
| Nioué | 12,07 | 0,24% |
| Norvège | 126,605 | 2,55% |
| Oman | 12,193 | 0,25% |
| Pakistan | 22,648 | 0,46% |
| Palaos | 12,07 | 0,24% |
| Panama | 12,16 | 0,25% |
| Papouasie-Nouvelle-Guinée | 12,129 | 0,24% |
| Paraguay | 12,561 | 0,25% |
| Pérou | 12,818 | 0,26% |
| Philippines | 12,789 | 0,26% |
| Portugal | 13,618 | 0,27% |
| Qatar | 25,854 | 0,52% |
| République de Corée | 23,66 | 0,48% |
| République de Moldova | 12,097 | 0,24% |
| Roumanie | 12,159 | 0,25% |

Droits de vote des États membres du FIDA au 4 décembre 2016

| Pays | Total des voix | % du total des voix |
|--|------------------|---------------------|
| Fédération de Russie | 16,229 | 0,33% |
| Rwanda | 12,216 | 0,25% |
| Saint-Kitts-et-Nevis | 12,078 | 0,24% |
| Sainte-Lucie | 12,078 | 0,24% |
| Saint-Vincent-et-les Grenadines | 12,07 | 0,24% |
| Samoa | 12,088 | 0,24% |
| Sao Tomé-et-Principe | 12,07 | 0,24% |
| Arabie saoudite | 184,723 | 3,72% |
| Sénégal | 12,396 | 0,25% |
| Seychelles | 12,095 | 0,24% |
| Sierra Leone | 12,077 | 0,24% |
| Îles Salomon | 12,074 | 0,24% |
| Somalie | 12,074 | 0,24% |
| Afrique du Sud | 12,762 | 0,26% |
| Soudan du Sud | 12,074 | 0,24% |
| Espagne | 47,227 | 0,95% |
| Sri Lanka | 15,82 | 0,32% |
| Soudan | 12,766 | 0,26% |
| Suriname | 12,07 | 0,24% |
| Swaziland | 12,177 | 0,25% |
| Suède | 172,013 | 3,47% |
| Suisse | 81,751 | 1,65% |
| République arabe syrienne | 12,627 | 0,25% |
| Tadjikistan | 12,071 | 0,24% |
| Thaïlande | 12,603 | 0,25% |
| Ex-République yougoslave de Macédoine | 12,07 | 0,24% |
| Timor-Leste | 12,17 | 0,25% |
| Togo | 12,154 | 0,24% |
| Tonga | 12,09 | 0,24% |
| Trinité-et-Tobago | 12,07 | 0,24% |
| Tunisie | 13,945 | 0,28% |
| Turquie | 18,853 | 0,38% |
| Les Tuvalu | 12,07 | 0,24% |
| Ouganda | 12,224 | 0,25% |
| Émirats arabes unis | 31,705 | 0,64% |
| Royaume-Uni | 145,324 | 2,93% |
| République-Unie de Tanzanie | 12,381 | 0,25% |
| États-Unis | 348,976 | 7,03% |
| Uruguay | 12,329 | 0,25% |
| Ouzbékistan | 12,084 | 0,24% |
| Vanuatu | 12,07 | 0,24% |
| Venezuela (République bolivarienne du) | 80,02 | 1,61% |
| Viet Nam | 13,045 | 0,26% |
| Yémen | 13,628 | 0,27% |
| Zambie | 12,277 | 0,25% |
| Zimbabwe | 12,808 | 0,26% |
| TOTAL GÉNÉRAL | 4 961,026 | 100,00% |

Note: toute discordance dans les totaux est due à l'arrondissement des chiffres.

Droits de vote des États membres au Conseil des gouverneurs

Conformément à l'article 6, section 3 a) de l'Accord portant création du FIDA, "Voix au Conseil des gouverneurs":

"Le nombre total de voix au Conseil des gouverneurs se décompose en voix originelles et voix de reconstitution. Tous les Membres ont un accès égal à ces voix sur la base suivante:

- i) Les voix originelles, au nombre de mille huit cents (1 800) au total, se décomposent en voix de Membre et voix de contribution:⁶
 - A) les voix de Membre sont réparties également entre tous les Membres; et
 - B) les voix de contribution sont réparties entre tous les Membres à proportion, pour chaque Membre, du rapport entre les contributions cumulatives qu'il a versées aux ressources totales du Fonds, autorisées par le Conseil des gouverneurs avant le 26 janvier 1995 et apportées par les Membres en conformité avec les sections 2, 3 et 4 de l'article 4 du présent Accord, et la somme totale des contributions en cause versées par tous les Membres;
- ii) Les voix de reconstitution se composent de voix de Membre et de voix de contribution dont le nombre total est arrêté par le Conseil des gouverneurs chaque fois qu'il appelle au versement de contributions supplémentaires en vertu de la section 3 de l'article 4 du présent Accord ("une reconstitution"), à compter de la Quatrième reconstitution. Sauf décision contraire du Conseil des gouverneurs à une majorité de deux tiers du nombre total des voix, les voix attribuées pour chaque reconstitution sont déterminées à raison de cent (100) voix pour l'équivalent de chaque cent cinquante-huit millions de dollars des États-Unis (158 000 000 USD) apportés au montant total de la reconstitution, ou une fraction du montant en cause:
 - A) les voix de Membre sont également réparties entre tous les Membres sur la base déjà indiquée en i)A) ci-dessus; et
 - B) les voix de contribution sont réparties entre tous les Membres à proportion, pour chaque Membre, du rapport entre la contribution qu'il a versée aux ressources apportées au Fonds par les Membres pour chaque reconstitution et la somme totale des contributions versées par tous les Membres à la reconstitution en cause; et⁷

⁶ Il a été convenu que, sur les 1 800 voix originelles, il y aurait 790 voix de Membre réparties également entre tous les Membres. Une fois défalquées les voix de Membre des 1 800 voix originelles, il reste 1 010 voix de contribution à répartir entre les Membres à proportion de la part des contributions cumulatives en monnaies convertibles qu'ils ont versées jusques et y compris la troisième reconstitution des ressources du FIDA (FIDA3), à l'exclusion de toute contribution sous forme de billet à ordre ayant donné lieu à la constitution de provisions. Chaque nouvelle adhésion au FIDA donne lieu à une redistribution des 790 voix de Membre.

⁷ Depuis FIDA4, de nouvelles voix de reconstitution sont créées pour chaque reconstitution. Le montant total de ces voix est calculé sur la base du montant total des annonces de contribution (de base), à la date correspondant à six mois après la date d'adoption de la résolution respective sur la reconstitution (c'est-à-dire la date de prise d'effet des voix de reconstitution). Les voix de Membre sont réparties également entre tous les États membres dès la date d'entrée en vigueur des voix de reconstitution. Les voix de contribution sont réparties entre tous les Membres au prorata de la contribution versée par chaque Membre par rapport au montant total des contributions (de base) acquittées au titre de la reconstitution respective.

- iii) Le Conseil des gouverneurs arrête le nombre total de voix à répartir comme voix de Membre et voix de contribution, selon les paragraphes i) et ii) de la présente section. Après tout changement dans le nombre de Membres du Fonds, les voix de Membre et les voix de contribution qui ont été réparties selon les dispositions des paragraphes i) et ii) de la présente section sont redistribuées en accord avec les principes énoncés dans ces paragraphes. Dans la répartition des voix, le Conseil des gouverneurs s'assure que les Membres classés comme Membres de la Catégorie III avant le 26 janvier 1995 reçoivent un tiers du nombre total de voix comme voix de Membre."

MODÈLE DE BULLETIN DE VOTE

| | | |
|---|---|----------------------|
| INTERNATIONAL FUND FOR AGRICULTURAL DEVELOPMENT | | |
| XXX Votes | <div style="border: 2px solid black; border-radius: 15px; height: 40px; width: 90%; margin: 0 auto;"></div> | XXX Votes |
| Governing Council | | |
| <p>This ballot is for use within the Governing Council during secret balloting. Please indicate the surname of the participating candidate of your choice in the box above. After completion, this ballot should be placed in the ballot box. Ballots indicating more than one candidate or a candidate not participating will be considered null and void.</p> <p>Bulletin pour les scrutins secrets du Conseil des gouverneurs. Prière d'inscrire le nom du candidat de votre choix dans la case ci-dessus. Ensuite, déposer le bulletin dans l'urne prévue. Les bulletins sur lesquels figureront plus d'un nom ou celui d'un candidat ne faisant pas partie de la liste officielle seront considérés nuls.</p> <p>Esta papeleta se utilizará para la votación secreta que celebrará el Consejo de Gobernadores. Sírvase indicar el apellido del candidato de su elección en el recuadro que figura más arriba. Una vez rellenada, la papeleta se depositará en la urna instalada al efecto. Las papeletas en las que se indiquen varios candidatos, o un candidato que no participa, se considerarán nulas.</p> <p>تُستخدم هذه البطاقة في عمليات الاقتراع السري في مجلس المحافظين. يرجى كتابة الاسم العائلي للمرشح المشارك الذي تختارونه ضمن الإطار المدرج أعلاه، ثم وضع البطاقة في صندوق الاقتراع. وتعتبر هذه البطاقة باطلة ولاغية إذا ما احتوت على أكثر من اسم واحد أو إذا ما تضمنت اسم مرشح غير مشارك.</p> | | |